



 **COPIE**

PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Annecy, le 25 avril 2016

Pôle Administratif des Installations Classées

RÉF. : PAIC/CD

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,

Arrêté n° PAIC-2016-0031

portant mise en demeure – Société METAL X à Publier

VU le code de l'environnement et notamment son livre I, et son article L. 171-8 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de Monsieur Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-885 du 14 mai 1996 ayant autorisé la société CHROMELECTRO à exploiter sur la commune de Publier, au 645 route de la Dranse en zone industrielle « le vieux Mottay » un établissement spécialisé dans le traitement de surfaces ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-3263 du 1^{er} décembre 2009 réglementant les activités de la S.A.R.L METAL X, dont le siège social est situé au 645 route de la Dranse – 74500 Publier, autorisée par arrêté préfectoral du 14 mai 1996, à exploiter un établissement spécialisé dans le traitement de surfaces situé au 645 route de la Dranse à Publier ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012096-0006 du 5 avril 2012 prescrivant des études d'identification de l'impact et de mesures de gestion à la société METAL X concernant son établissement situé à Publier ;

VU le rapport de caractérisation de l'état des milieux, établi le 2 mars 2015 par EODD Ingénieurs Conseils ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 11 mars 2016 transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 11 mars 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant reçues le 30 mars 2016 à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes – UID des deux Savoie ;

CONSIDERANT que les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2012096-0006 du 5 avril 2012 ne sont pas intégralement respectées ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er}

La société METAL X, dont le siège social est établi au 645 route de la Dranse à Publier, est mise en demeure de respecter dans un délai de trois mois, les articles 2 à 6 de l'arrêté préfectoral n°2012096-0006 du 5 avril 2012, en fournissant les éléments suivants :

- compléter le diagnostic de pollution sur site au droit des zones à risques non investiguées, notamment la station d'épuration, l'aire de stockage des boues et le local de mécanique ;
- établir une évaluation quantitative des risques sanitaires hors site ;
- en déduire des mesures de gestion, accompagnées de la proposition de suivi quadriennal des milieux.

Article 2

A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er} et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues à l'article L 171-8 du même code.

Article 4:

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble par le demandeur ou exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 5

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à monsieur le maire de Publier.

Le Préfet,



Georges-François LECLERC